

# L'inter-LP de l'Ouest n°03

**N°3 - 16 février 2009.** - Bulletin de liaison pour tous les professeurs et personnels, élèves, parents, syndicats, & élus en CA dans les **lycées professionnels**. - Diffusion par internet - Réexpédition à vos collègues et réimpression/photocopie : par vos soins - **Affichage en salle des profs** - Pour recevoir gratuitement ce bulletin en temps réel, envoyez votre adresse internet au secrétariat provisoire à < [luc.douillard@libertysurf.fr](mailto:luc.douillard@libertysurf.fr) > au LP Michelet de Nantes (votre adresse ne sera pas divulguée et ne servira qu'à l'expédition de ce bulletin.) - Envoyez vos articles, réactions & communiqués à la même adresse. **Prochain numéro : Très prochainement !!!!!!!!!!!!!!!**

**Histoire incroyable à Redon (Ille-et-Vilaine) :**  
**Les services de l'Elysée envoient la gendarmerie enquêter sur un prof de SEGPA !**

## Le mépris...

L'histoire qui vient de survenir à un collègue de SEGPA à Redon illustre dramatiquement la dégradation du métier d'enseignant (voir l'article de *Ouest-France* plus bas, paru ce jeudi) et le mépris public que nous réservent désormais les hauts dirigeants de l'État. Et du mépris, il en a fallu, pour que cette atteinte incroyable à la dignité de notre collègue, cette fragilisation sans précédent de notre métier, descende toute la chaîne hiérarchique de Paris jusqu'à la province, depuis l'Elysée jusqu'à Redon (aux limites des départements de l'Ille-et-Vilaine et de la Loire-Atlantique, en Bretagne).

### Il punit deux élèves et trouve deux gendarmes

À Redon, un père était mécontent de la punition infligée à son fils. Son courrier à Nicolas Sarkozy a fait des vagues. Les syndicats d'enseignants sont choqués.

REDON. - Tout débute par une bagarre de cour d'école, en octobre, au collège Bellevue, à Redon (Ille-et-Vilaine).

Pour punir les deux élèves, leur professeur, Vincent Berthelot, directeur de la section Segpa (section d'enseignement général et professionnel adapté), leur demande... de faire une rédaction.

Pas du goût d'un des parents. Il juge la punition injuste et décide d'écrire

au ministre de l'Éducation nationale et au président de la République. Pour lui, son fils subit des violences de la part de ses camarades. Le courrier redescend par la voie hiérarchique habituelle jusqu'au professeur. Il s'explique à l'Inspection académique, qui répond au parent mécontent, mi-novembre.

Fin de l'histoire ? Pas tout à fait. Le 30 janvier, deux gendarmes se présentent au collège. Ils demandent à

Vincent Berthelot de venir faire une déposition, comme témoin, à la suite d'une lettre reçue par le cabinet de l'Elysée.

Choquant pour le professeur. « **Aucune plainte n'a été déposée. L'affaire relève de l'administratif, pas du judiciaire.** » Les représentants du Sgen-ODFT tombent des nues : « **Personne n'a jamais vu ça. Cette manœuvre maladroite discrédite le travail de l'enseignant.** »

Pour la gendarmerie, il s'agit d'une procédure classique. « **Le père parlait de violence et d'acharnement. Il était logique qu'une enquête suive son cours,** estime Jean-Michel Bruneau, sous-préfet de Redon. **La procédure devrait être close dans les jours qui viennent.** » Affaire classée pour le professeur, qui regrette « **une erreur administrative inquiétante.** »

Philippe MATHÉ.

Notre document : Un article paru dans le journal quotidien *Ouest-France* (page 3, toutes éditions) du jeudi 12 février 2009.

Tout avait commencé, on le sait bien, il y a déjà plusieurs années, quand un ministre de l'Éducation avait cru bon de faire de l'esprit au détriment du corps enseignant, qualifié de « mammouth », au grand plaisir des médias parisiens les plus populistes.

Depuis ce temps, nous n'avons pas cessé de subir les sarcasmes faisant douter de la sincérité de nos compétences professionnelles et de notre dévouement. Tout cela de la part de personnages distingués qui ne tiendraient pas dix minutes si on leur confiait une classe ! Et désormais le mal est

fait, car de trop nombreux élèves et parents, d'ailleurs souvent les plus fragiles, sont tentés de souscrire au discrédit provoqué *d'en haut* de notre fonction d'enseignant, et de projeter sur elle la responsabilité de leurs difficultés culturelles et sociales.

Mais pourquoi les dirigeants de la République nous méprisent-ils ainsi ?

On remarquera que jamais les ministres de la Défense, du Budget, de l'Agriculture, de la Santé ou de la Police ne se sont permis de se moquer ainsi des fonctionnaires dont ils ont la charge... Seuls les profs doivent endurer ainsi un sabotage moral permanent.

Pourquoi tant de mépris, dans ce contexte particulier de prétendues « réformes » destinées à rendre quasi-impossible notre mission, comme le *Bac Pro 3 ans* ?

Ils ne nous aiment pas et nous jalouent, peut-être, parce que notre métier, difficile certes, est honnête et qu'il a du sens. Parce que nous n'avons jamais obtenu nos postes par le favoritisme, mais par des concours impartiaux. Parce que nous n'obéissons qu'à notre conscience. Parce nous trouvons de la joie professionnelle à transmettre ce qui est le plus important, de la culture, et à préparer de l'insertion, sociale, professionnelle, humaine, pour les jeunes qui en ont le plus besoin, tâche irremplaçable dans une République digne de ce nom.

Ils nous méprisent, en somme, parce que nous leur rappelons involontairement leurs lâchetés et leurs manquements.

Ils veulent nous rendre la vie impossible - et ils nous envoient au besoin les gendarmes ! -, enfin, parce que leur but ultime est de saccager les derniers services publics qui tiennent encore bon dans les quartiers et les campagnes, dont celui de l'Éducation nationale.

Lisez donc cette histoire qui s'est passée à Redon il y a quelques jours.

Et vous vous demanderez ce qui est plus incroyable :

- Qu'elle soit vraie, qu'elle ait pu survenir à notre époque.
- Ou bien qu'elle n'ait provoqué encore que si peu de réactions et d'indignations publiques.

Maintenant, jusqu'où iront-ils ? Jusqu'où nous les laisserons aller ! Pour moins que cela, nous devrions nous mettre en grève, au moins administrative, tant que l'Élysée ne sera pas excusée pour cet acte policier sans précédent, significatif d'une grave dérive du régime Sarkozy.

### Rappel important :

**Deuxième AG inter-LP à Nantes,**

**le 28 février 2009 à 9 heures !**

**à la Maison des syndicats, bâtiment central, boulevard de la Prairie-au-Duc.**



#### <<< Notre document d'archive :

Photo d'une grève qui a eu lieu au lycée professionnel Beaumont à Redon en 2005 (*Ouest-France*, 26 janvier 2005).

